

les caisses populaires et leurs membres

par Jean Beaulieu

direction de la Formation, Fédération de Québec des
Caisses populaires Desjardins.

Depuis 75 ans, des citoyens de près de 1,200 municipalités du Québec contribuent au développement des caisses populaires Desjardins. Ces gens ont confié 4 milliards d'épargne à leurs coopératives d'épargne et de crédit. Pour cette raison, nous croyons que ces institutions doivent favoriser un développement coopératif et socio-économique susceptible d'améliorer les conditions de vie de leurs 3 millions de propriétaires-usagers.

En plus d'avoir effectué 172,000 prêts hypothécaires et 525,000 prêts personnels en 1974, conclu différentes transactions financières et offert de nombreux services aux propriétaires-usagers, les caisses populaires Desjardins se sont aussi préoccupées de la formation coopérative de leurs membres. De récents efforts de recherche en matière de développement, entrepris par quelques caisses populaires locales, nous fournissent quelques données sur certains aspects de la pratique et de la formation coopérative actuelle.

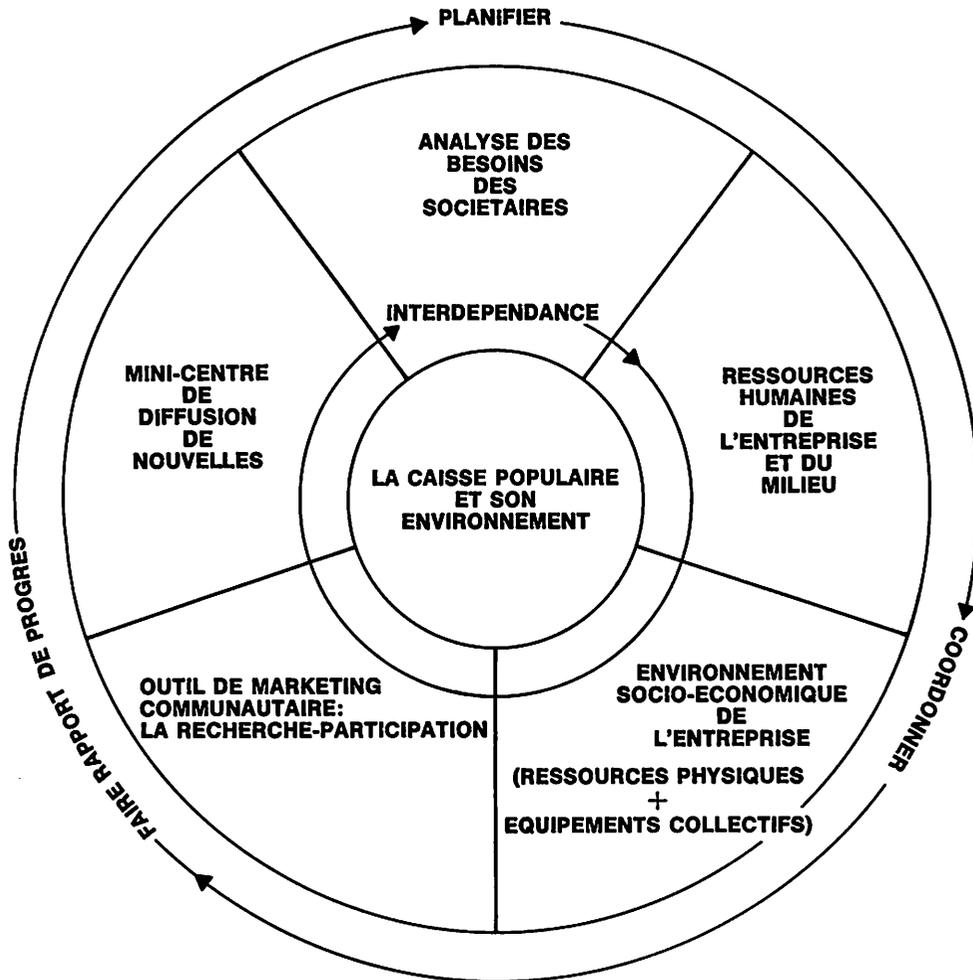
Dans le présent article, nous expliquerons — en nous inspirant d'expériences qui se sont déroulées dans quelques régions du Québec — les grandes lignes d'un modèle d'intervention communautaire à caractère éducatif.

Nos points de référence

Quelques caisses populaires ont pris ou prennent l'initiative de travailler avec leurs membres au développement communautaire. Exemples :

- La Caisse populaire de Gentilly réalise une étude des besoins de ses sociétaires.
- Trois caisses populaires de la région de Grand-Mère communiquent avec leurs propriétaires-usagers afin de trouver de nouvelles avenues de

GRAPHIQUE 1



développement pour l'avenir, spécialement au niveau de la communication et des services à rendre à la population locale.

- A Sherbrooke, la Caisse populaire de Saint-Jean-de-Brébeuf entreprend d'examiner avec ses membres le problème de la participation. Quatre étudiants et un conseiller de l'Université de Sherbrooke coordonnent ce projet.
- Tout récemment, dans la municipalité de Saint-Alexis-des-Monts, comté de Maskinongé, un groupe de citoyens, membres de la caisse populaire locale, prennent l'initiative d'étudier les ressources de développement de leur milieu, afin d'amorcer un processus de développement communautaire.

Au cours de ces expériences, surtout au niveau de la dernière, nous avons tenté de vérifier la pertinence d'un modèle d'intervention communautaire privilégiant l'éducation des membres.

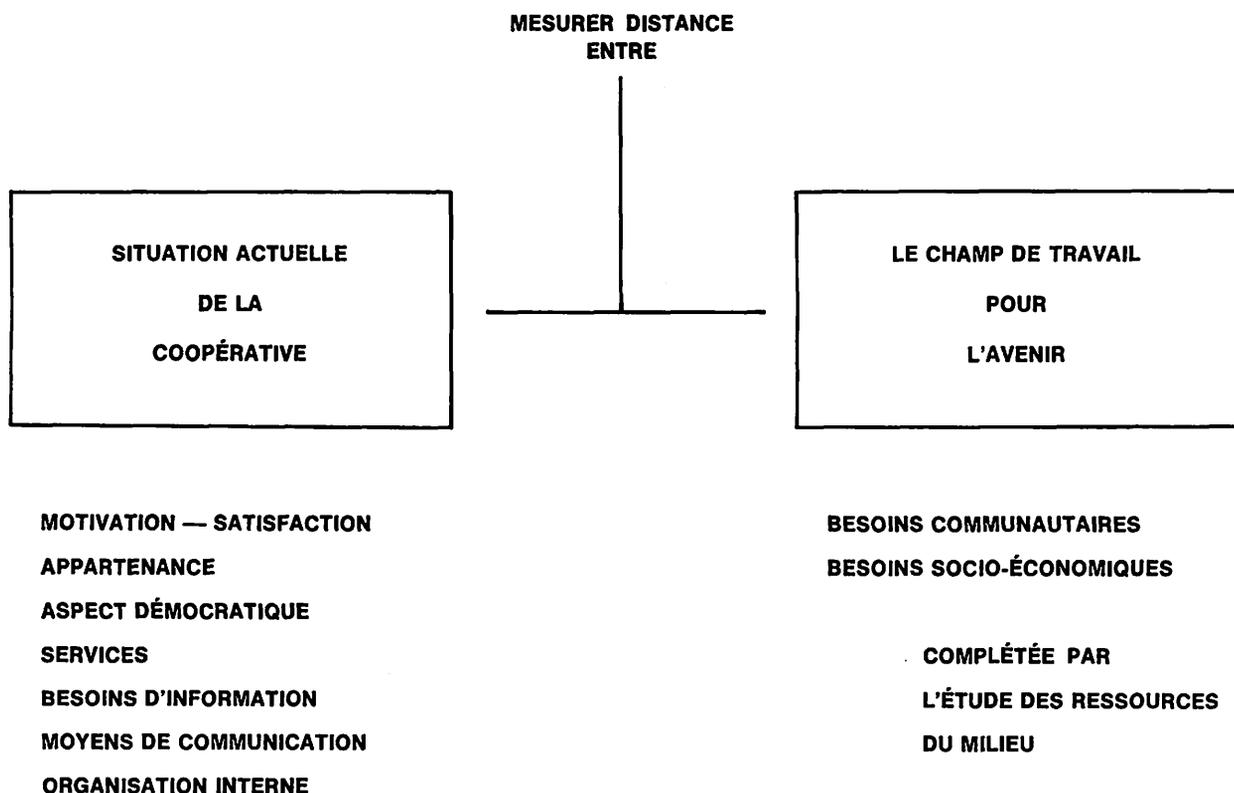
Cinq forces de développement

Notre *outil d'éducation populaire et de développement* a cinq pôles. En l'utilisant, nous essayons de développer un système scientifique et collant aux réalités quotidiennes des citoyens ordinaires. Notre approche s'inscrit à l'intérieur d'une politique de gestion ouverte de l'entreprise coopérative.

Cette politique est susceptible de permettre aux sociétaires d'exprimer leurs besoins et leurs attentes face à l'avenir de leur entreprise. Cette politique permet également à la coopérative d'épargne et de crédit de jouer un rôle plus grand au niveau du développement de son milieu. Cette politique permet finalement aux dirigeants, aux employés et aux sociétaires de connaître et d'utiliser les ressources de leur localité. Notre modèle d'intervention peut être schématisé dans le graphique 1. À partir de certaines expériences, nous pouvons définir chacune des forces de développement.

GRAPHIQUE 2

ANALYSE DE BESOINS



Ressources humaines du milieu

Il est possible d'établir avec quelques sociétaires une liste des compétences du quartier, du village, de la ville et même de la région. Nous pouvons également établir si les personnes ressources désirent être considérées comme des ressources éducatives, établir jusqu'où elles sont disponibles, définir les lieux où on peut les rencontrer, etc.

Il peut être pertinent de découvrir le potentiel des employés de la caisse populaire locale et leur connaissance du milieu. Il est utile de connaître aussi les caractéristiques sociologiques des membres d'une caisse populaire locale : âge, sexe, occupation, etc. En fait, à ce stade de la démarche, il s'agit de faire l'inventaire des talents et ressources humaines du milieu, agents indispensables à tout processus de développement communautaire.

Analyse des besoins socio-économiques

La définition des attentes et des besoins des sociétaires d'une coopérative ou ceux des citoyens

d'un milieu donné apparaît souvent comme un point de départ intéressant au niveau d'un plan de formation et de développement.

En fait, la connaissance des besoins n'est jamais complète ou définitive. Il faut dépasser le stade de l'intuition sans briser le rythme d'apprentissage des individus qui participent à la démarche collective. Le graphique 2 illustre comment peut se faire l'analyse des besoins.

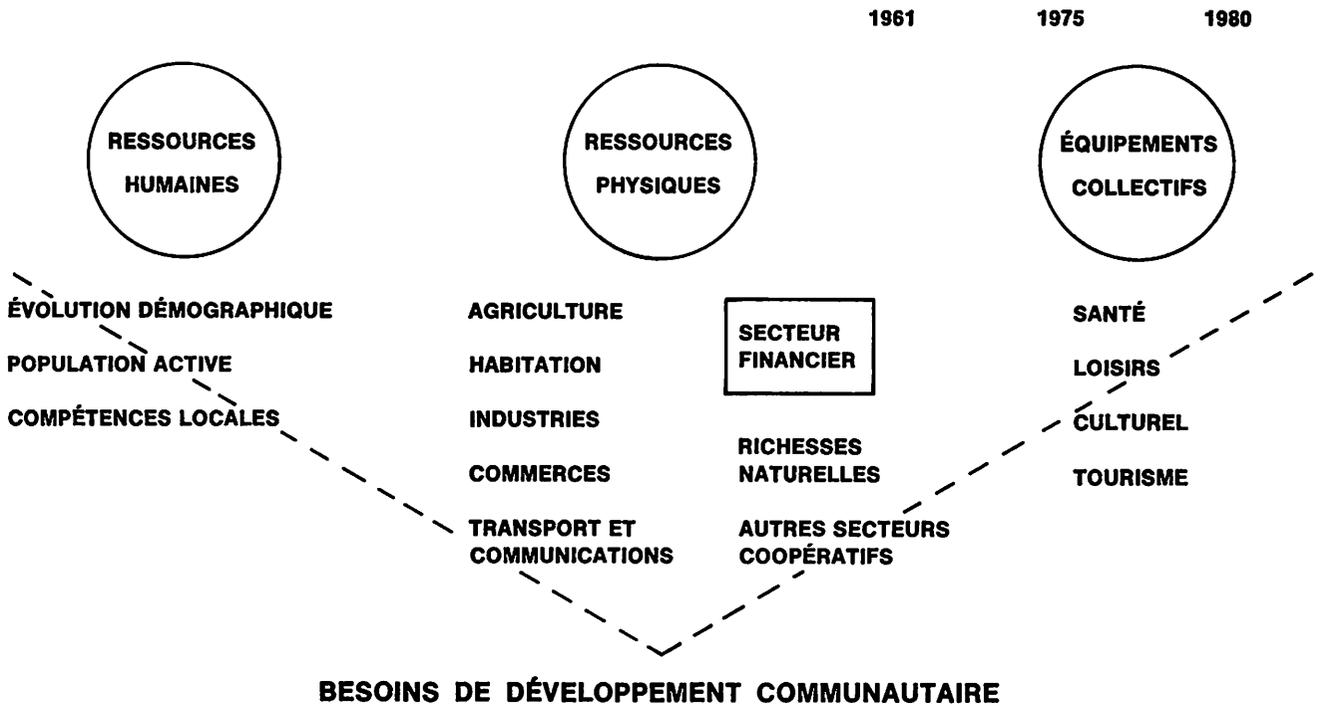
La recherche-participation

La recherche-participation peut être un outil de marketing communautaire, propre à l'entreprise coopérative. Ce type de recherche que nous privilégions vise à élargir le degré de coopération dans les entreprises, éveille à l'environnement socio-économique. Cette méthode permet non seulement de cueillir une mine d'informations mais aussi la rend accessible aux gens du milieu. Avant de bâtir une démarche concrète de travail il nous semble très important de bien cerner les attentes des dirigeants de l'entreprise.

Un comité multi-disciplinaire de travail formé de quelques leaders locaux issus de différents sec-

GRAPHIQUE 3

ENVIRONNEMENT COMITÉ LOCAL D'ÉTUDE DES RESSOURCES



teurs est mis en place au plan local. Cette participation des citoyens à l'étude de leur milieu constitue pour eux une forme « d'auto-développement social ».

Connaissance de l'environnement socio-économique de l'entreprise

Nous faisons ici l'inventaire et l'analyse des ressources physiques et des équipements collectifs de la localité. L'étude de ces ressources de développement permet aux propriétaires et dirigeants de la coopérative de comprendre l'évolution socio-économique du milieu et peut aider les citoyens à fonder le développement local sur des faits et des besoins réels et non sur des intuitions et des préjugés.

La grille d'analyse (graphique 3) permettra à l'équipe locale de compléter l'étude globale du milieu desservi par la caisse populaire, et d'analyser les relations économiques de la caisse populaire avec les différents agents économiques de la région.

Centre de diffusion de l'information

L'organisation d'expositions, de conférences de

presse, de tables rondes avec les citoyens ainsi que la diffusion d'émissions télévisées permettent à la caisse populaire de mieux s'intégrer à une communauté donnée.

Grâce à l'existence d'un centre de diffusion, la crédibilité de la caisse populaire est maintenue, les membres sont mieux informés, certaines ressources du milieu sont valorisées et les coopérateurs participent un peu plus au développement socio-économique de leur communauté.

Conclusion

Le modèle que nous venons de décrire devrait inciter les coopératives d'épargne et de crédit locales à favoriser un type de gestion ouverte et critiquer leur agir traditionnel en matière de gestion. Pour ce faire, ils doivent favoriser la participation, faire l'étude du milieu desservi par la coopérative d'épargne et de crédit, se donner certains instruments d'analyse et mettre en place quelques mécanismes de communication.

En parrainant une démarche collective à laquelle

sont associés un certain nombre de ses membres¹, la caisse populaire locale réussira à créer un meilleur sentiment d'appartenance, incitant ses membres à participer au développement de leur institution, les informant mieux, et pourra éviter de tomber dans le piège du statu quo et de la facilité.

Les coopérateurs québécois, en s'impliquant dans une démarche qui favorise une meilleure connaissance de leur environnement socio-économique et qui les incite à mieux définir le rôle de leur caisse populaire, assument pleinement leur rôle de coopérateurs et participent — de manière gratifiante — au développement de leur communauté.

Nous croyons que notre modèle comporte également des éléments utiles pour l'école actuelle.

- Ainsi le cours d'économie pourrait se concentrer sur les ressources de développement et d'aménagement du village, du quartier. L'apprentissage de

1. Plusieurs membres de certaines caisses populaires ne saisissent pas clairement le caractère coopératif de leur entreprise. Dans certains cas, cette proportion peut atteindre 60% des membres. En d'autres cas, moins de 20% des sociétaires s'intéressent au développement de leur coopérative d'épargne et de crédit.

certaines méthodes pourrait fort bien se faire autour de projets communautaires concrets.

- Certains groupes d'étudiants pourraient nouer des liens avec les responsables de travaux publics de leur région. Par exemple, la municipalité ou la commission des loisirs projette l'aménagement d'un terrain de camping. Les responsables municipaux pourraient confier certains mandats d'étude à des groupes de jeunes et à leurs professeurs. Ces premières expériences pourraient être suscitées et appuyées par les associations coopératives. Les étudiants deviendraient des chercheurs au service de leur milieu plutôt que de simples compétiteurs scolaires.
- Les ressources humaines du quartier ou du village peuvent devenir de précieux collaborateurs pour les enseignants.
- Les techniques de communications électroniques favoriseront la décentralisation et l'appartenance à son coin de pays. L'on déplacera des informations plutôt que des personnes, et le coût de l'apprentissage pourrait devenir plus économique que celui du transport scolaire actuel ●